

## Opportunités et risques pour notre démocratie

*Avec les prochaines élections couplées (législatives et municipales), le Burkina Faso continue sa marche vers le renforcement de la démocratie. Cet événement majeur de l'histoire politique de notre pays devra permettre aux citoyennes et citoyens de choisir des représentant(e)s au niveau local et national et qui auront en charge la gestion des affaires publiques pour les cinq prochaines années. Si la tenue d'élections offre généralement des opportunités pour l'approfondissement de la gouvernance, elle peut aussi comporter des risques plus ou moins avérés pour la stabilité sociopolitique, et d'une façon globale pour la paix. Au regard des nombreuses tensions (crises au sein des partis politiques pour la désignation des candidats, invalidation de candidatures, saisine de la justice, etc.) qui émaillent le processus électoral, je me sens interpellé à double titre : en tant que citoyen engagé dans la réflexion et l'action pour une citoyenneté responsable et assumée à partir du local, mais aussi en tant qu'acteur politique.*

Chaque fois que notre pays parvient à honorer le rendez-vous d'une consultation électorale, c'est toujours un pas de gagné dans la consolidation des institutions démocratiques tant nationales que locales. Compte tenu de leur proximité géographique avec les citoyennes citoyens, le renouvellement des instances démocratiques locales (conseils municipaux, conseils régionaux) est suivi avec beaucoup d'intérêt par les populations des villes et des campagnes. Ainsi, ces élections offrent de réelles opportunités de renforcement de la décentralisation, et partant de la démocratie.

### Opportunités pour le renforcement de la démocratie locale fondatrice d'une citoyenneté assumée

Les opportunités qui se présentent aux citoyens et qui pourraient se transformer en victoire pour la démocratie locale se situent à plusieurs niveaux :

#### L'émergence d'une nouvelle génération d'élus (e)s locaux

Depuis les premières élections locales de 1995, les collectivités ont vu passer plusieurs figures d'élus locaux : des pionniers, des combattifs, des entrepreneurs, mais aussi des inexpérimentés, des commis imbus de leur personne, et même quelques fois des «dealers». En 2012, le rôle de l'élu local n'est pas aussi inconnu qu'il l'était en 1995 ou en 2006. En

effet, ces dates marquent l'entrée en scène de deux générations d'élu(e)s locaux respectivement dans les communes urbaines, dans les communes rurales et dans les régions. Les citoyens ont progressivement appris à se familiariser avec la décentralisation. Ils ont appris à connaître plus ou moins le rôle du conseiller, du maire, du président du conseil régional. Sans doute nous n'avons pas encore une opinion publique locale suffisamment éclairée sur les différentes questions de décentralisation, mais on a des signaux qui font espérer que les choix des futurs conseillers, maires et présidents de conseils régionaux pourraient être moins « hasardeux » que lors des précédentes mandatures. De même, certaines dispositions légales (Loi sur les quotas) ou consignes internes aux partis (par exemple la prise en compte des jeunes) pourraient contribuer à changer la physionomie des conseils. Ainsi, on peut s'attendre à des conseils plus rajeunis, à une présence plus massive des femmes, et surtout à l'émergence de nouveaux types d'édiles ayant un sens plus élevé de l'écoute et du dialogue multi-acteurs.

Chaque parti devrait travailler à l'émergence de ce genre de femmes ou d'hommes à la tête des prochains conseils locaux, de l'Assemblée nationale, du gouvernement à venir pour un meilleur ancrage de l'Etat de droit.

### **Une montée probable des partis d'opposition au sein des exécutifs locaux**

La mandature actuelle des conseils municipaux est caractérisée par une forte domination du Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP) qui contrôle au total 320 communes, dont 41 communes urbaines, 8 arrondissements, et 271 communes rurales. Les crises que la plupart des conseils ont connues ont affecté, dans une certaine mesure, la légitimité et la crédibilité du parti majoritaire (Koubri, Koudougou, Boussouma, Nagréngo, Pouytenga, etc.). A cette situation, on peut ajouter les difficultés que ce même parti rencontre dans la désignation de candidats « consensuels » au niveau local. Ces contre-performances du CDP ouvrent la porte à une montée de l'opposition. Déjà, dans une ville comme Gourcy, faute de consensus au sein du CDP, certains considèrent que la mairie est désormais un don du ciel aux opposants.<sup>1</sup> Ainsi, non seulement le CDP risque de ne plus avoir le contrôle d'un nombre si important de collectivités, mais également au sein des conseils les partis d'opposition pourraient être mieux représentés. Ceci contribuera à renforcer le débat contradictoire au sein des conseils et le contrôle interne dans la gestion des collectivités.

En somme, les prochaines élections constituent une véritable opportunité pour la désignation de gouvernants qui acceptent que les citoyens leur demandent des comptes et qui sont prêts à rendre des comptes. Autrement dit, c'est d'un vote transparent, responsable et consciencieux que notre démocratie a besoin. Mais ce type d'élection n'est possible qu'à certaines conditions. Entre autres, il faut non seulement que les conditions institutionnelles

---

<sup>1</sup> Dans l'Observateur Paalga du mercredi du 24 octobre, le forum des internautes titrait : « ADF RDA c'est Dieu qui t'a donné cette année »

et juridiques permettent la conduite d'un processus équitable et transparent, mais aussi que la gouvernance interne des partis politiques favorise l'expression du jeu démocratique.

## **Risques de dérapage de la démocratie et atteinte à la paix sociale**

A côté des opportunités que les prochaines élections nous offrent pour renforcer la démocratie et la gouvernance, elles comportent également des risques pour cette même démocratie, et pour la paix sociale d'une façon générale. On le sait, le climat social d'un pays en période postélectorale dépend intimement de la sérénité, du fair-play et du respect des règles démocratiques dans le choix, l'organisation et la conduite des élections. Il est requis de la pondération de la part des principaux acteurs (compétiteurs et organisateurs, militantes/militants de partis politiques, citoyennes/citoyens) dans tous les actes à poser en période précampagne, pendant la campagne et après les élections.

### **Le refus des candidatures indépendantes est une porte ouverte à la manipulation politique**

Comme on le sait, le principe de la candidature indépendante a été une fois de plus refusé. Contrairement à ce qui se fait ailleurs, notre pays n'a pas encore accepté de franchir ce pas. Cette disposition revendiquée par plusieurs acteurs de notre société n'est pas sans fondement et doit être prise au sérieux quand on aspire à l'instauration d'une véritable démocratie. En effet, la non-acceptation de la candidature indépendante oblige les citoyens à ne s'exprimer que par le label des partis politiques. Or, ils sont nombreux, les citoyens qui ne se reconnaissent pas à travers un parti politique et qui pourtant pourraient s'investir très utilement dans la gestion des affaires publiques, notamment au niveau local. D'autre part, les mécanismes internes des partis ne permettent pas toujours aux citoyens de pouvoir désigner les candidats de leur choix. Du coup, on observe des forts taux d'abstention ou tout simplement des boycotts. Il y a manifestement à ce niveau des risques de manipulations politiques pouvant fausser le jeu du libre arbitre dans le choix des représentants du peuple.

### **La mauvaise gouvernance interne des partis peut mettre en cause la stabilité politique**

En l'absence de toute possibilité de candidatures indépendantes, les partis politiques deviennent les seuls espaces au travers desquels il est possible aux citoyens de s'exprimer sur le terrain politique. Malheureusement, les partis politiques dans notre contexte n'offrent pas toujours la garantie d'un jeu démocratique transparent et équitable.

Ainsi, en tant que militant d'un parti politique observant de l'intérieur mon parti et également ce qui se passe au sein des autres partis, je me sens le devoir de relever les errements et les tâtonnements des principales formations politiques. Ces erreurs ne sont pas préjudiciables aux seules formations politiques, elles déteindront également sur l'ensemble de la nation.

En effet, voici quelques cas saillants de signes comportant des germes de conflits perlés ou généralisés dans les cinq prochaines années dans les collectivités.

1) Les instances dirigeantes en charge de la gouvernance quotidienne des partis, semble avoir fait le choix entre militants privilégiés d'un côté et militants galeux de l'autre. Tous ceux qui semblent avoir une indépendance d'esprit ou qui revendiquent plus de justice et d'équité au sein de leur formation d'appartenance sont indésirables. Ce sentiment semble être largement partagé au sein de l'opinion publique où des militants éprouvent aujourd'hui d'énormes difficultés à suivre cette dynamique.

2) Dans beaucoup de partis et non des moindres, il y a comme un recentrage autour de certaines sensibilités privilégiées. Tous ceux qui n'appartiennent pas à ces sensibilités se sentent de plus en plus à l'étroit, parfois contraints à suivre la cadence imposée par une sorte de rouleau compresseur déployé depuis le sommet des formations politiques. Il suffit d'observer les listes de candidatures et le processus qui a conduit à leur élaboration pour s'en convaincre. Quel dessein préside à cette forme de gouvernance d'exclusion et d'ostracisme ?

3) On s'interroge sur la logique qui a présidé au choix de la stratégie dans la préparation des élections par nombre de partis politiques. En faisant semblant de vouloir consulter la base pour finalement ne pas en tenir compte dans le choix des candidats, les partis ont heurté la sensibilité de bien des militants. Certains mêmes se sont sentis rejetés et/ou floués. Comment remobiliser ces militants découragés et qui ne se sentent plus considérés comme des militants ayant les mêmes chances et les mêmes opportunités d'affirmer leur leadership dans leurs fiefs respectifs ?

4) La trop grande présence des membres du gouvernement, des directeurs généraux et autres grands commis occupant des responsabilités dans des structures « à sous » de l'Etat me paraît peu porteuse, en ce qu'elle comporte des germes de soupçons d'utilisation des biens de l'Etat pour battre campagne au profit du parti dont ils relèvent. Le contexte actuel de lutte contre la corruption et contre l'impunité s'accommode difficilement de telles attitudes. Cela donnera sans doute du grain à moudre à une certaine opinion et même à de simples citoyens, qui ne manqueront pas de dénoncer une compétition déloyale et inéquitable.

5) En ce qui concerne les élections municipales, les pratiques qui ont présidé au choix des candidats sont en total décalage avec l'esprit de la décentralisation qui voudrait que le choix

des gouvernants locaux soit entièrement dévolu aux structures de base. Or, des instances dirigeantes de la plupart des partis politiques se sont activement impliquées dans la désignation des candidats dans plusieurs communes du pays en favorisant des candidats qui ne sont pas forcément acceptés par les militants à la base. Cette recentralisation ne sera pas sans conséquences dans la gestion des collectivités territoriales en cas de victoire de la liste du parti qui les a présentés. En effet, c'est à partir de la confection des listes qu'on ensemence les germes des conflits locaux.

Des exécutifs locaux qui ne nourrissent aucun sentiment de redevabilité politique ou de reddition de comptes vis-à-vis des citoyens passeront leur mandat à gérer des conflits, éteindre des étincelles. Le développement local sera relégué aux oubliettes au profit de la délation, du complot permanent, du soupçon, etc. Des maires pourchassés, séquestrés, interdits de cité, des décisions municipales contestées, seront le lot quotidien de la mandature prochaine. Tous ces cas vécus au cours des six années précédentes ont pris leur source dans des cités où les partis ont imposé des élus qui estimaient n'avoir de compte à rendre qu'aux partis qui les a parachutés.

Voilà donc quelques points sur lesquels je me sens interpellé en tant que militant d'un parti politique mais aussi et surtout en tant que citoyen engagé dans la recherche des voies et moyens de permettre à notre pays et ceux de la sous-région de repenser l'Etat et sa gouvernance. Les aspirations légitimes des populations à plus d'accès aux services sociaux de base, à plus d'espace de libertés et d'initiatives constituent la pierre angulaire de la citoyenneté locale. Les risques que comportent nos actes en termes de menace de perturbation de notre « vivre-ensemble » sont déjà perceptibles.

Le nombre important de partis politiques (70 environ) qui participent aux prochaines compétitions électorales témoigne de l'engouement certain pour l'ancrage du processus démocratique et son pendant qu'est la décentralisation. Cet engouement devrait inciter en chaque acteur, chaque parti politique et chaque citoyen une volonté de contribuer à ce qu'au soir du 2 décembre prochain ce soit la démocratie qui triomphe et que ce soit le Burkina Faso qui gagne. Il nous faut donc éviter que le choc des ambitions personnelles n'empoisonne l'atmosphère et ne détériore le climat social. C'est le sens de ma présente contribution. Ni plus, ni moins.

**Raogo Antoine SAWADOGO**  
Président du Laboratoire Citoyennetés  
Ancien Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation  
Ambassadeur de la Paix  
Officier de l'Ordre National